



POUR UNE RÉPUBLIQUE EN PRISE AVEC LES BESOINS DES HABITANTS

18 propositions d'action à destination des candidats
aux élections présidentielles et législatives 2022

Les Régies de Quartier et de Territoire

Des associations engagées au cœur des territoires populaires

Les Régies de quartier et de territoire (RQT) - 130 associations, **intervenant dans plus de 320 quartiers prioritaires et en zone rurale** - développent un projet politique à la croisée des champs de la politique de la ville, de l'économie solidaire, de l'éducation populaire et de l'insertion par l'activité économique.

Depuis plus de 40 ans, elles ont développé une expertise et un savoir-faire directement liés :

- à leur **intervention territorialisée**, sur un territoire défini comme espace de solidarité et de cohésion sociale,
- à la **dimension partenariale** du projet : les activités socio-économiques des Régies sont coconstruites avec les collectivités et les bailleurs sociaux, en associant pleinement les habitants, experts de leurs territoires.

Elles portent une mission d'insertion sociale et professionnelle en direction des habitants en difficulté d'accès à l'emploi ; travaillent à répondre aux besoins sociaux en développant des activités non marchandes (épicerie solidaire, tiers-lieux, plateformes de mobilité...) ; dynamisent la participation en invitant les habitants à prendre toute leur place dans le projet et dans la gouvernance de la Régie.

Aujourd'hui, on compte **115 Régies de quartier** (intervenant sur un ou plusieurs QPV) ; **15 Régies de territoire** (intervenant dans la ruralité) ; plus de **8 000 salariés, 2 500 bénévoles** et un chiffre d'affaires consolidé de plus de **130M€**.



Le réseau des Régies de Quartier et de Territoire souhaite faire entendre la voix des habitants des territoires populaires aux candidats aux élections de 2022

La campagne pour l'élection présidentielle, qui sera suivie par celle des législatives, a lieu dans un contexte totalement inédit en France, avec la présence de deux candidats d'extrême droite. Cette **situation est très préoccupante** à plus d'un titre : les discours de ces deux candidats **stigmatisent les populations** les plus pauvres, les habitants des banlieues et des quartiers populaires, les immigrés, qui seraient coupables de tous les maux de la société. Ils sont relayés en continu par les médias, faisant en sorte que leurs **idées véhiculant la haine, le racisme et la xénophobie** pénètrent le débat public et que l'on en arrive même à banaliser certaines falsifications de l'histoire.

Le contexte sanitaire difficile des deux dernières années a brisé en partie les liens ordinaires indispensables au bien-être et à la santé mentale des êtres humains. Les activités menées par les « premiers de corvée », ces professions qui restaient le plus souvent invisibles aux yeux du plus grand nombre – personnels de santé, agents de nettoyage, agents d'entretien des espaces publics... - ont été reconnues essentielles à la vie quotidienne. Aujourd'hui **ce sont ces mêmes populations qui subissent de plein fouet l'aggravation des discriminations, des inégalités sociales, de la pauvreté.**

Cette situation est insupportable dans les quartiers comme dans le monde rural. Les politiques publiques ne sont pas à la hauteur des enjeux sociaux et sociétaux qui sont posés aujourd'hui. Elles ne répondent pas aux réels besoins des populations, en matière d'emploi, de logement, d'alimentation, de santé, de mobilité, d'accès aux droits et aux services de proximité. L'utilisation à outrance de la numérisation accentue les écarts entre les personnes et l'administration, rendant impossibles sans un accompagnement approprié des démarches qu'il était simple de mener il y a quelques années.

Notre vision de la société est différente. Nous voulons accélérer la transition écologique et solidaire, qui va nécessiter la création d'un grand nombre d'emplois de proximité, mettre en œuvre des mesures visant à répondre aux problèmes majeurs de la population. Cela demande de **restaurer un climat de confiance au sein de la société, avec la mise en place de nouvelles instances où la voix des habitants sera réellement entendue et prise en compte**, permettant de coconstruire des politiques publiques adaptées aux besoins de tous.

Nous, représentant le réseau de 130 Régies de Quartiers et Régies de Territoire, fortes de nos actions de terrain au plus près des habitants des quartiers populaires et des territoires ruraux et semi-ruraux les plus fragiles, **nous adressons à vous, candidats à l'élection présidentielle, pour porter cette parole.**

Nos propositions portent sur cinq grandes thématiques qui font partie de nos préoccupations, de nos expériences de terrain et des remontées qui nous ont été faites par les structures implantées sur les territoires les plus vulnérables, ainsi que par les habitants eux-mêmes dont nous relayons la parole.

Nous attendons en retour un message fort de votre part et des engagements concrets sur l'ensemble des mesures que nous vous soumettons.

Politique de la ville et ruralité

Pour une attention plus grande portée aux territoires les plus fragiles

1) Faire du **maintien, du renforcement et de l'accessibilité des services publics** sur les territoires les plus fragiles une priorité de politique publique, sans limiter le lien aux administrations à la dématérialisation et aux Maisons France Services.

2) Organiser un débat public national visant à définir une liste de « **services essentiels** » (mobilité, soins, numérique, alimentaire...) à assurer à l'échelle des bassins de vie ; à partir de ces travaux, assumer une politique publique de soutien aux structures portant ces « services essentiels » sur un territoire.

3) Accélérer la construction de **logements sociaux sur l'ensemble du territoire** :

- En renforçant les sanctions financières en cas de non-respect de la loi SRU,
- En fixant des objectifs ambitieux de mixité sociale,
- En étant à l'écoute des demandes et attentes des habitants en place,
- En veillant à combler le déficit de logement social en milieu urbain comme en milieu rural.

4) Renforcer la présence des **professionnels de la prévention, du lien social et de la médiation** (éducateurs spécialisés, animateurs, etc.) en leur octroyant des moyens adéquats (budgets de fonctionnement),

5) Reconnaître et soutenir l'ensemble du **tissu associatif** (« associations structurantes » comme petites associations non-employeuses) intervenant dans les territoires fragiles - via par exemple la mise à disposition facilitée de locaux.

6) Engager une évolution significative des modalités de mise en oeuvre de la **rénovation urbaine** :

- en intégrant en amont les habitants des quartiers dans le processus de décision concernant les opérations ANRU ;
- en réservant une partie significative des phases de rénovation du bâti à des SIAE ;
- en privilégiant les réhabilitations même lourdes plutôt que les démolitions de logements très sociaux pour éviter d'aggraver les tensions sur le marché du logement.



Témoignages d'habitants

Bruno, 39 ans, Toulouse

De ce que je vois, c'est que c'est quand même un quartier laissé à l'abandon. Les gens restent avec leurs difficultés, ils n'ont pas beaucoup d'interlocuteurs.

Des gens qui sont là depuis de nombreuses années ne savent pas comment fonctionne l'administration. Ne serait-ce que le parcours de soin, ils ne savent pas du tout ce que c'est.

Monique, 69 ans, Billom

Dans la vie quotidienne, j'ai troqué ma voiture contre le vélo électrique que Jean, mon mari, m'a offert le jour de mon départ à la retraite.

C'est un symbole, ce vélo électrique : celui du temps que j'ai regagné et aussi celui de mes préoccupations en matière de sauvegarde de l'environnement. Déjà un peu plus de 5 000 kilomètres au compteur sans avoir à faire démarrer une voiture.

Dans ma ruralité, au bout de mon chemin, à quatre kilomètres de la boulangerie et à une grosse dizaine du centre-bourg, mon vélo avec ses deux grosses sacoches reste l'Outil avec un grand O du développement durable. Celui qui est directement à ma portée.

Emploi

Pour un marché du travail moins précaire et tourné vers les métiers utiles

7) Organiser avec l'Etat, les collectivités, les acteurs et réseaux concernés une discussion autour de la revalorisation salariale des **métiers du social et du lien**, afin d'améliorer la situation de travail des personnes et de contribuer à créer des filières de recrutement plus attractives sur ces métiers complexes.

8) Changer de paradigme dans le suivi de la **commande publique responsable** :

- en passant d'une ambition quantitative à une ambition qualitative, notamment en faisant évoluer l'indicateur de référence

(passer du « nombre d'heures d'insertion » au « % de marchés attribués en propre ou en co-traitance à des structures d'insertion ») ;

- en donnant de la **visibilité** à l'ensemble des acteurs sur les contours et volumes de marchés publics bénéficiant directement aux territoires et aux personnes les plus fragiles – afin de responsabiliser les donneurs d'ordre sur ces questions.

9) **Sanctuariser sur le quinquennat à venir les budgets** actuels de l'insertion par l'activité économique (**IAE**) et du Plan d'investissement dans les compétences (**PIC**).

Témoignage d'habitant

Aziz, 51 ans, Marseille

Je me souviens de mon premier emploi. C'était manœuvre maçon à l'été 1985. J'avais 17 ans. (...)

Je n'aurais jamais pensé à ce moment-là que ma vie professionnelle serait aussi incertaine. J'ai fait tous les métiers... toujours de manière précaire ou presque. Quand j'entends les hommes politiques me parler de « traverser la rue pour trouver un emploi », je me dis que moi, c'est des carrefours que j'ai traversés, pas une rue !

Aujourd'hui, j'ai un peu perdu espoir. Mais je continue à me battre pour avoir une vie professionnelle correcte, pour mes trois enfants surtout.

Citoyenneté

Pour l'accès à une citoyenneté active et effective

10) Engager un **moratoire strict** sur la dématérialisation des services publics.

11) Interdire légalement les **dématérialisations complètes des services publics proposés aux plus fragiles**, en particulier sur les dispositifs relevant de l'accès au droit.

12) Soutenir les structures et expérimentations engagées dans des **dynamiques participatives, de collaboration et co-construction locales**, afin de donner une place centrale au travail collectif et à la parole de l'habitant.

Témoignage d'habitant

Marie-France, 62 ans, Troyes

L'ordinateur, on me l'a montré à Pôle Emploi. J'ai fait une formation, mais pas assez longtemps. J'ai essayé toute seule, mais après la formation, je ne savais même pas où était le bouton pour l'allumer. Je m'emmêle les pinceaux. Et ne me parlez même pas des mails ! (...)

Même mon compte en banque, c'est ma fille qui s'en occupe. De toute façon, je ne peux pas me payer un ordinateur.



Transition écologique et solidaire

Pour une transition accompagnée et proche des territoires

13) Donner les moyens aux structures de proximité d'accompagner la **prise de conscience écologique**, à tous les niveaux (enfants, adultes, etc.) au travers d'échanges partagés, de démarches pédagogiques et d'éducation populaire.

14) Mettre en place des **incitations financières** pour accompagner les transformations des structures engagées dans la transition écologique et solidaire (changement du parc de véhicules ; isolation thermique des locaux ; etc.).

15) Corriger les injustices environnementales en donnant les moyens aux plus fragiles (dont le bilan carbone est le meilleur de France !) de passer sereinement le cap de la **transition écologique**, en systématisant les études d'impact des réformes mises en œuvre dans le champ de la transition écologique, et, le cas échéant, prévoir des mécanismes de compensation pour les plus fragiles.

Témoignage d'habitant

Michel, 76 ans

Saint-Julien-de-Coppel

Il y a des bonnes et des mauvaises années, mais les plantes, quand elles donnent, elles donnent toujours plus que ce que l'on peut consommer, donc on donne ou on échange. Je peux échanger des légumes contre des ourlets de pantalon, quelques heures de ménage ou divers objets... Je fais du bio, c'est-à-dire sans intrants chimiques ni traitements. (...)

Il arrive parfois que des gens qui mangent chez moi me disent « Ce sont des légumes du jardin ? » J'ai coutume de leur répondre : « il y a cinq minutes, ils étaient encore vivants. »



Associations

Pour une société reconnaissant et valorisant le fait associatif

16) Définir et assumer une **politique publique ambitieuse de soutien à l'emploi associatif**, en finançant des postes principalement dédiés aux petites associations.

18) **Privilégier les logiques de financement structurels et pluriannuels** en réduisant autant que possible les logiques d'appels à projet.

17) Entendre l'unanimité du monde associatif, et **abroger le Contrat d'Engagement Républicain**.

Témoignage d'habitant

Yahaya, 33 ans, Marseille

L'éducation, tout le monde s'en fout. Chacun ses problèmes. On a perdu le goût de sauver l'autre. (...)

Aujourd'hui, les petits, ils se présentent tous comme des Pablo Escobar, même si, bien sûr, c'est faux. J'ai pris l'initiative, à 23 ans, de créer une association sportive avec un collègue du quartier. Ça me faisait du mal de voir les jeunes jouer devant les blocs, sur le parking ou sur la route. Je me suis renseigné. J'ai créé un bureau et déposé les papiers à la préfecture afin de rendre tout ça officiel.

Je l'ai fait pendant dix ans. Pour moi, ça reste un miracle car faut savoir qu'être président d'une association, c'est très difficile. Évidemment, il faut s'occuper de la partie sportive, de l'administration, mais il faut aussi supporter la jalousie. Un président, au quartier, ça a une image très négative. Tout le monde croit qu'il s'en met plein les poches, qu'il est riche. Tout le monde le caricature. Faut dire que je suis arrivé à la mauvaise époque. La génération d'avant, ils se sont mis bien avec les subventions. Mais moi, c'était la double sentence : je ne me suis pas gavé, j'habite toujours en HLM et je me suis fait critiquer.

En réalité, je ne faisais que courir pour joindre les deux bouts. Je montais des dossiers de demande de subvention souvent refusés, et pour lesquels j'obtenais parfois un accord qui rapportait quelques miettes. Sans compter que le bénévolat et l'entraide ont commencé à se faire rares. J'ai pu tenir dix ans comme ça, mais je ne pouvais pas ajouter une année de plus. (...)

Ça fait maintenant deux ans que j'ai arrêté et personne n'a repris le flambeau. Je ne peux pas dire si j'ai été un bon président ou pas, mais il serait temps que d'autres se décident à s'engager.

Le Comité National de Liaison des Régies de Quartier (CNLRQ)

Créé en 1988, le Comité National de Liaison des Régies de Quartier (CNLRQ) est la tête de réseau des 130 Régies de Quartier et de Territoire présentes en France (chiffre 2021).

Le CNLRQ est l'association qui réunit toutes les structures ayant obtenu le label « Régies de Quartier » ou « Régies de Territoire ». Il s'appuie sur une équipe de 20 professionnels et d'une centaine de bénévoles issus du réseau. La procédure de labellisation orchestrée par le CNLRQ permet de vérifier que le projet porté par l'association correspond bien aux dimensions économique, sociale, politique et éthique définies dans les deux textes fondateurs : la Charte Nationale des Régies de Quartier et le Manifeste des Régies de Quartier.

NOS MISSIONS

ETUDIER LES DEMANDES DE CRÉATION DE RÉGIES

Le CNLRQ accompagne les porteurs de projet alors que la Régie de Quartier/Régie de Territoire n'est encore qu'une idée. L'accompagnement se concrétise par une convention entre le CNLRQ et l'association souhaitant devenir Régie ou la collectivité locale qui souhaite voir naître une Régie sur son territoire. La procédure de labellisation repose sur une expertise qui a pour but d'aider à formuler un projet de Régie de Quartier ou de Régie de Territoire qui soit cohérent au regard des problématiques locales, et conforme à l'esprit du dispositif et de la Charte des Régies de Quartier.

GARANTIR L'UTILISATION DU LABEL

Le CNLRQ veille à ce que les associations créées ou devenues Régies de Quartier et de Territoire continuent à respecter les engagements et les valeurs portés par le label. Le CNLRQ a la capacité de retirer le label à une Régie qui se serait trop éloignée de ses principes.

REPRÉSENTER

La dimension politique est à l'origine du mouvement des Régies de Quartier. Le projet politique reste aujourd'hui encore prégnant. Défendre les intérêts des Régies de Quartier et de Territoire à travers des prises de parole publique auprès des autorités compétentes est une des missions majeures du CNLRQ.

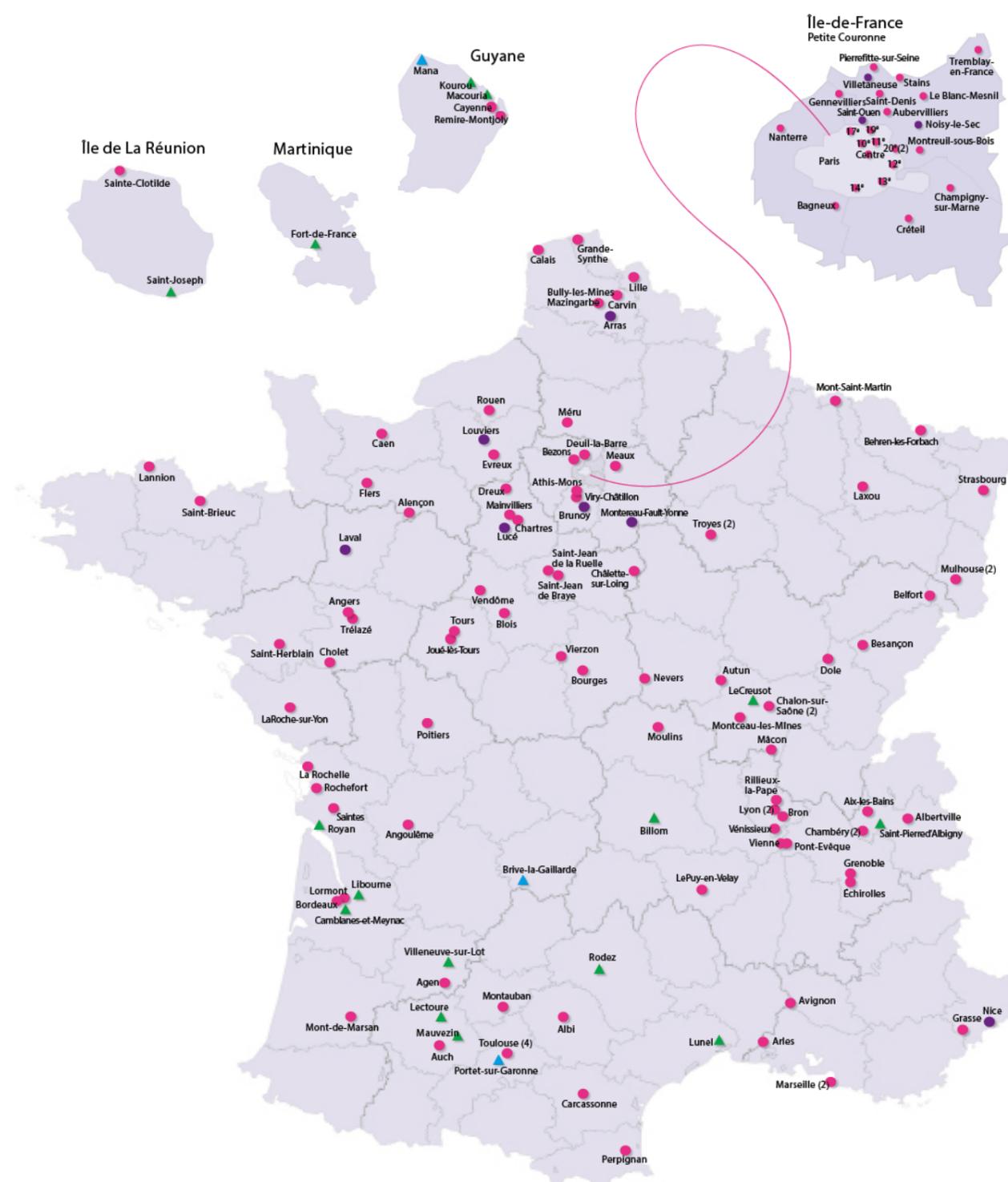
ANIMER

La force du réseau des Régies de Quartier et de Territoire réside dans les nombreux échanges des Régies avec le CNLRQ et entre elles. Le CNLRQ via le délégué général, les chargés de mission et le pôle formation se déplacent régulièrement auprès des Régies. Des temps de rencontres, de réunions, de groupes de travail ponctuent l'année et favorisent le sentiment d'appartenance, la capitalisation et le transfert des pratiques entre les Régies.

ACCOMPAGNER

Le CNLRQ développe en direction des Régies appui, conseils et accompagnements sur de nombreux aspects : marchés publics, fiscalité, gestion économique et financière, gouvernance, accompagnement des équipes, développement des partenariats locaux, implication dans la vie associative locale... Ce soutien se décline de manière collective (séminaires, formations...), individuelle (sur sollicitation des Régies ou de leurs partenaires), ou par le biais d'outils méthodologiques comme les guides.

130 Régies de Quartier et de Territoire en 2021



115 ● Régies de Quartier 10 ● Régies de Quartier en projet 15 ▲ Régies de Territoire 3 ▲ Régies de Territoire en projet



144 boulevard de la Villette - 75019 Paris
www.regiedequartier.org

Les témoignages des habitants sont des extraits du livre *Vies Majuscules*. Ce livre est le fruit d'un projet porté par la Zone d'expression prioritaire (la Zep), un dispositif d'accompagnement à l'expression via des ateliers d'écriture animés par des journalistes et le réseau des Régies de Quartier et de Territoire.

